

Journée 25 mai, Pour une Université européenne insoumise

11h30-13h : Ateliers

Atelier 1 : Pour en finir avec l'urgence managériale

Baisse générale des moyens publics, « initiatives d'excellence », gouvernance public-privé, remise en cause des statuts, augmentation des précaires, souffrance au travail, « évaluationnisme » aigüe, tous ces ingrédients composent le « package » néolibéral de l'enseignement supérieur et de la recherche (ESR) dans tous les pays européens. La réussite de nos alternatives est inséparable d'une part, d'un combat de classe contre les bureaucrates du marché et d'autre part, d'une critique radicale de leur novlangue oppressive. C'est à ces conditions que nous pourrions émanciper l'enseignement et la recherche, renforcer la démocratie dans nos établissements et relancer le progrès social.

Animation : Henrik Davi, Chercheur (France)

Intervenant.e.s :

- *Pierre Bitoun, chercheur (France)*
- *Sacha Escamez, universitaire, (France- Danemark)*
- *Stéphanie Mignot-Gérard, universitaire (France)*

Intervention 15-20'

Se présenter rapidement pour que puissiez savoir à qui vous avez affaire, d'où je parle comme l'on dit familièrement.

Je suis sociologue à l'INRA depuis 40 ans et je me définis comme un sociologue généraliste et critique. C'est vous dire combien je suis éloigné et exaspéré par les conceptions actuelles du métier d'universitaire ou de chercheur fondées sur l'enfermement disciplinaire, l'ultraspécialisation des travaux, la manie de la quantification ou de la méthodologie, bref toute cette tyrannie de la prétendue « excellence » que j'ai vu monter, se fabriquer peu à peu dans nos milieux depuis une trentaine d'années et qui a conduit à transformer l'Université en lieu d'apprentissage de l'employabilité et la Recherche en simple ingénierie experte, d'où se trouve évacué tout questionnement social, politique quand ce n'est pas, bien souvent, tout questionnement tout court. Tout ce mouvement, je veux le souligner d'emblée car cela fait partie du problème que nous avons, s'est fait avec la complicité, active ou passive, d'une grande partie de mes collègues, anciens ou plus jeunes. Collègues que l'on retrouve d'ailleurs de plus en plus rarement, c'est un signe, dans les manifestations ou les grèves, alors que, au moins pour les titulaires, ils ne risquent rien ou si peu. Pour ma part, et avec d'autres bien sûr, j'ai refusé cette évolution, ce mainstream néolibéral, et au lieu de multiplier les publications dans les « bonnes » revues ou de participer à l'usine à gaz des évaluations ou des réponses aux appels d'offres, j'ai préféré tout au long de ma carrière écrire des livres, des articles, destinés à un large public et le plus possible en prise avec les mouvements sociaux. J'ajouterai, pour finir, que je suis donc, assez logiquement, membre de la France Insoumise, basé à Tours, d'où j'ai pas mal œuvré, avec Patricia Pol et Laure

Ferrand, à la préparation de notre rencontre, manifestation d'hier ou débat aujourd'hui.

Comme je n'ai que très peu de temps, 15-20 minutes maxi, je vais centrer mon intervention autour de deux idées qui se trouvent déjà résumées dans la petite note de présentation de notre atelier. Je vous relis la phrase : « *La réussite de nos alternatives est inséparable, d'une part, d'un combat de classe contre les bureaucrates du marché et d'autre part, d'une critique radicale de leur novlangue oppressive.* »

Première idée donc : le combat de classe contre les bureaucrates du marché, de l'ESR en l'occurrence. Il faut en effet être clair. Ce qui nous fait face, ce ne sont pas seulement des entités anonymes, le processus de Bologne, l'UE ou le rouleau compresseur néolibéral. Ce sont des gens en chair et en os qui, appartenant à l'hyperclasse gouvernante et aux CSP ++, ont une vision du monde, mettent en œuvre, à des postes-clés situés à l'intersection de l'Etat et des grands groupes privés, leurs réformes aussi lourdes, bureaucratiques que profitables. Et en perçoivent donc les injustes rétributions, pour le moins ruisselantes. Quelques exemples, rapidement, en données brutes, brutales et méconnues :

- les commissaires européens chargés de la Recherche ou de l'Enseignement supérieur tournent, comme leurs homologues, autour de 25 000 euros par mois, et je vous fais grâce de tous les autres avantages ;

- en France, un président de COMUE (une communauté d'universités et d'établissements créée en 2013) est gratifié, en plus de son traitement, d'une prime qui peut aller jusqu'à 100 000 euros/an, tandis que pour un « simple » président d'université, c'est 30 000 euros de prime dite d'administration ; pour les directeurs généraux de l'administration centrale du ministère, on remonte, toujours en plus du traitement, à 80 000 euros annuels de prime, 45 000 pour un sous-directeur et 25 000 pour un petit chef de bureau ; à l'HCERES, le Haut Conseil de l'Evaluation de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur qui fait perdre régulièrement à tous les chercheurs et enseignants un temps aussi précieux qu'astronomique, c'est 75 000 euros de prime pour le président, 45 000 pour les directeurs et 16 000 pour les délégués scientifiques mis à disposition ;

- Outre-Rhin ou Outre-Manche, on est également très bien loti. 150 000 euros de rémunération annuelle (salaire + primes) pour un président d'université allemande, avec des variations selon les länder ; entre 350 000-450 000 euros en moyenne (j'ai fait la conversion) pour les vice-chancellors britanniques, avec une pointe à plus de 600 000 euros à Oxford. Et Outre-Atlantique, aux USA, c'est de la même eau, avec une moyenne de 350-400 000 euros par président d'université et d'importantes variations en fonction, bien sûr, du rang de l'université dans le classement de Shanghai.

- Et je ne peux pas terminer ce petit aperçu du ruissellement sans évoquer, évidemment, les rémunérations des experts et autres consultants de la Banque mondiale ou de l'UE : 600 euros par jour non imposables pour la Banque avec des missions qui oscillent entre 20 et 50 jours et auxquels s'ajoutent les remboursements de frais de bouche, de nuitée et de déplacement ; un peu moins pour l'UE 400-500 euros de salaire/jour pour un universitaire/expert, avec beaucoup de missions négociables à plus (jusqu'à 800 euros/jour) et toujours les mêmes remboursements sur lesquels on peut encore « gratter » quelques « gratifications » supplémentaires.

Tout cela pour dire deux choses qui me semblent essentielles : primo, nous n'intégrons pas suffisamment dans notre discours critique sur l'ESR cette dimension du fric perçu par les maillons, grands ou plus petits, de la chaîne de commandement néolibérale et il est indispensable que nous menions un travail d'inventaire et de vulgarisation, aux enseignants, aux étudiants, à l'opinion, de cet argent inique et dilapidé ; deusio, il est inutile de croire que nous puissions mettre fin à ces intérêts de classe sans conquête du pouvoir politique, sans victoire dans les urnes, et même cela fait, il faudra batailler pour faire revenir tous ces gens-là, tous ces serviteurs au compte bancaire bien rebondi, à un minimum de raison.

J'en viens maintenant à la seconde thématique : **la réussite de nos alternatives est inséparable d'un combat contre la novlangue qu'emploient et colportent, partout, dans l'ESR et ailleurs, nos adversaires.** Sur ce sujet, crucial, immense puisqu'il rejoint en fait celui de la reconquête idéologique, condition de la victoire dans les urnes, je vais m'en tenir pour faire court à deux idées principales ou, plutôt, deux conseils de principe.

D'abord, nous le savons bien, certains mots, expressions ou proliférations de sigles et acronymes sont profondément toxiques. Ils véhiculent la vision du monde concurrentielle et individualiste, les dispositifs mentaux, politiques ou institutionnels par lesquels s'opère le remodelage des esprits et de la réalité. Nous devons bien sûr expliquer, démystifier cette novlangue, en dénoncer les mensonges, les tromperies, les hypocrisies. Mais, pour cela, il faut déjà cesser de l'employer nous-mêmes comme c'est encore trop souvent le cas.

Ne pas dire, par exemple, Etat-Providence mais Etat social, car nos droits sont le fruit de conquêtes et non de la divine Providence, remplacer gouvernance par gouvernance car c'est bien de ce mot-valise dont il s'agit, substituer capitalisme vert ou vaguement reverdi à développement durable, plan de licenciement à plan social ou de sauvegarde de l'emploi, personne à ressource humaine, contrainte imposée par l'employeur à entretien d'évaluation. Ou bien encore ajouter systématiquement avant IDEX, LABEX, initiatives d'excellence ou neutralité scientifique les adjectifs qui conviennent comme supposés ou prétendus. Et bannir aussi inclusif, participatif, de proximité qui font partie intégrante de la langue pseudo-bienveillante de nos ennemis, et accompagnent en réalité l'exclusion et la dérive oligarchique de nos démocraties.

Ensuite, nous devons porter cette contestation de la novlangue, cette réaffirmation d'un langage humain et solidaire au cœur même de nos institutions et dans notre vie quotidienne. Ecrire des articles, des textes politiques et syndicaux, des billets de blog pour démystifier, dévoiler les véritables sens et visées de la novlangue, est bien sûr indispensable mais ne suffit plus ! Nous devons partout, dans nos réunions de labo, dans nos cours, dans nos conversations entre amis ou au café, acquérir le réflexe d'interrompre notre collègue carriériste, notre étudiant ingénu, notre voisin de table ou de comptoir dupé par la langue du capitalisme néolibéral. Nous devons leur dire : Y en a marre de ton vocabulaire technocratique, de tes sigles oppressifs et incompréhensibles, de tes propos tout plein de naïveté et de République non pas en marche mais en marché, dont tu es déjà ou sera bientôt la prochaine victime. Bref, puisque la novlangue est partout, ne manquons pas une seule occasion de la mettre en pièces ! Et ne manquons pas non plus d'affirmer, du même coup, que le temps du TINA, du There is no alternative cher à Margareth et tous ses suivistes jusqu'à Macron, est définitivement révolu.